

la brèche : Il y a 4 ans tu figurais sur la liste du Parti socialiste romand (PSR). Aujourd'hui on te retrouve parmi les candidats du Parti socialiste ouvrier (PSO, ex-LMR). Pourquoi avoir quitté le Parti socialiste romand et rejoint les rangs du PSO ?

S. Zulauf : Si j'ai quitté le PS après en avoir été une militante active durant 8 ans, c'est parce que je me suis rendu compte que la politique qu'il menait n'était pas efficace pour lutter contre les attaques toujours plus dures de la bourgeoisie et du patronat contre les salarié(e)s, les immigré(e)s, les jeunes. La pratique quotidienne du PS dans les commissions, les parlements, les exécutifs est profondément marquée par la collaboration avec la bourgeoisie. Les derniers événements de Zurich, Bâle, Berne et Lausanne le démontrent bien. Le PS, tout en se déclarant — dans certains cas — solidaire des mouvements de jeunes, est dans l'incapacité totale de satisfaire leurs revendications. Sa profonde imbrication dans l'appareil d'Etat comme traque conséquence que les élus socialistes responsables des forces de l'ordre, envoient des policiers taper sur des manifestants à Bâle et à Lausanne. Malgré toute la bonne volonté et les efforts déployés par des militants plus à gauche du PS, ce sont des élus comme Schnyder et Cruchaud qui, en définitive, font la politique du parti.

la brèche : Tout ce que tu viens de dire concerne le niveau national. Qu'en est-il de la situation à Bienne ? Le Parti socialiste romand notamment, section réputée plus combative, n'échappe-t-il pas à ce genre de contradictions ?

S. Zulauf : Non, absolument pas. Le PSR, comme le PS, mène une politique de partage du "gâteau", c'est-à-dire partage des postes dans l'administration et dans les commissions, où se prennent des décisions contrairement aux postulats socialistes. Prenons l'affaire Perret. Le PSR a participé à toute la campagne de soutien au recteur du gymnase français, il a dénoncé les membres de la commission qui tous, sauf un socialiste ont voté son licenciement. Bien. Mais ce socialiste n'était pas seul à siéger, il y avait aussi deux camarades de son parti. Le PSR a-t-il voté leur exclusion ? Non, et même l'un d'eux est maintenant président de cette commission. On peut mentionner la participation parmi d'autres illustres socialistes du député Jean-Roland Graf dans la très réactionnaire organisation Unité Bernoise. Si je lis la propagande du PSR pour ces élections, je suis surpris par leur soutien inconditionnel aux élus socialistes au Conseil municipal : H. Fehr (mairie et finances) et O. Arnold (travaux publics). Dans la "Rose au poing", le PSR dit : "Pour le PS, siéger au sein du Conseil municipal... est une tactique politique permettant de réaliser des postulats socialistes". Or, actuellement le personnel de l'administration est surchargé, la majorité PS-Entente biennoise refuse de créer des emplois en suffisance; le postulat des 40 heures est reporté aux calendes grecques; l'augmentation du salaire réel des fonctionnaires a été refusée et 11 classes ont été fermées. On peut encore allonger la liste en constatant qu'aucun élu socialiste n'est intervenu auprès des autorités cantonales pour défendre le droit de vote des immigré(e)s sur le plan communal, bien que leur parti ait depuis longtemps avancé cette revendication.

En fait, les élus socialistes au sein de la majorité PS-Entente biennoise n'ont pas mené une politique différente de celle des bourgeois; bourgeois qui n'ont qu'un seul reproche à faire à cette municipalité, celui de ne pas avoir encore poussé assez loin la politique d'assainissement des finances de la ville sur le dos des salariés.

Du 14 au 16 novembre, se dérouleront des élections communales en ville de Bienne. La section locale du Parti socialiste ouvrier (PSO, ex-LMR) présente 3 candidat(e)s à l'exécutif et 10 candidat(e)s au législatif. Nous avons demandé à Sylviane Zulauf de préciser, sur quelques points, les raisons d'une liste PSO et les thèmes mis en avant par notre parti dans sa campagne. Sylviane Zulauf fut durant plusieurs années membre du Parti Socialiste Romand, pour lequel elle siégea pendant un an au Conseil de Ville (législatif) et dans différentes commissions. Elle est actuellement déléguée du groupe enseignant dans le comité de section VPOD, déléguée du syndicat des employés de la fonction publique dans le comité du cartel syndical biennois, et, évidemment, candidate du PSO.

Bienne

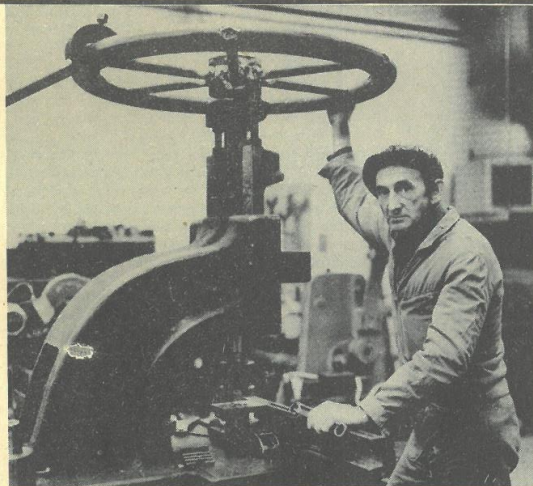
Pour une commune au service des travailleurs

Bien qu'il se dise plus à gauche que le PS biennois, pourquoi le PSR n'a-t-il pas tiré un bilan des 4 années de législature à laquelle il a participé ? Faire ce bilan l'aurait amené à constater qu'il n'est pas possible de défendre efficacement les intérêts des travailleurs sans se désolidariser de la politique socialiste à la sauce bourgeoise menée par ses élus. Mais au contraire, dans la "Rose au poing", le PSR redouble de promesses, non plus sur les 40 heures ou le maintien de l'emploi, mais sur l'aménagement du cadre de vie. En effet, "les urgences se sont déplacées", ... "Cessons d'édifier des bâtiments de prestige... planifions des centres de quartier propres à animer la vie culturelle et sociale, mettons à la disposition de la population des salles de réunion...", déclare le PSR, mais il y a un oubli de taille : la Maison du Peuple ! A quand sa réouverture ?...

la brèche : Tu as quitté le PS en lui reprochant sa collaboration avec la droite. Tu es maintenant entre autres membre du cartel syndical biennois auquel on peut certainement adresser les mêmes griefs. Ne risques-tu pas de te retrouver dans une impasse politique ?

S. Zulauf : Dans une impasse, non. Mais, bien entendu, la direction du cartel est dominée par des fonctionnaires syndicaux socialistes, qui ne peuvent imaginer une autre politique que celle des compromis, par des négociations ou des tractations de coulisse. Cette direction majoritairement socialiste, plutôt que de chercher à développer des actions unitaires concernant tous les salarié(e)s, se limite à prendre des postes, à siéger dans des commissions et à faire croire aux travailleurs que dans la situation économique et politique actuelle, les 40 heures sont irréalisables, l'augmentation nécessaire du personnel municipal impensable... etc. Ceci maintient les divisions entre les salariés du secteur public et privé, entre hommes et femmes, etc., et désarme la classe ouvrière.

Comme exemple, je citerai la VPOD, où les effets démobilisateurs qu'entraîne la politique collaborationniste du PS sont caractéristiques. La VPOD avait réclamé une augmentation du salaire réel annuel de 2 000. francs à partir de 1981. Lors de sa séance, la commission paritaire (regroupant des représentants de la ville, d'entreprises privées et des organisations d'employés) a refusé l'entrée en matière. C'est la voix du maire socialiste qui a fait pencher la balance. Cette décision n'a pas manqué de créer quelques remous parmi les membres. Mais la direction syndicale majori-



tairement socialiste, piégée par les élus de son propre parti, a peur de développer une riposte à cette attaque très grave. Elle cherchera un compromis. Entre temps, la majorité PS-Entente économisera près de 3 millions aux dépens de ses employés municipaux en majorité syndiqués...

A notre avis, une alternative peut être développée dans le cartel syndical. Par exemple : intervenir pour que l'action des travailleurs de l'Omega soit soutenue sans ambiguïté par le cartel, qu'elle soit élargie aux autres entreprises de la branche horlogère et même dans la fonction publique. Aujourd'hui, les travailleurs du secteur privé comme

du secteur public sont confrontés à une même politique d'austérité face au patronat et à la municipalité qui refuse les réajustements de salaire. Toute revendication obtenue par un syndicat, ne peut que renforcer la lutte de l'ensemble de la classe ouvrière. Si la majorité PS-Entente octroyait les 40 heures aux employés municipaux, cela ne manquerait pas d'irriter le patronat horloger qui verrait là, et avec raison, un encouragement à la lutte pour les 40 heures des travailleurs du secteur privé.

la brèche : Tu es sortie du PS en dénonçant son parlementarisme. N'y a-t-il pas contradiction à vouloir aujourd'hui te présenter sur la

liste LMR/la Brèche pour le législatif et l'exécutif biennois ?

S. Zulauf : Non, car les élus du PSO ne développent pas la théorie, chère au Parti socialiste romand, de la "double stratégie", c'est-à-dire : au Parlement, menons la lutte politique et laissons la lutte économique-sociale aux syndicats et aux mouvements (antinucléaires, femmes, etc.) ! Un exemple des tours de passe-passe possibles grâce à cette théorie : les membres du PSR ont participé activement au lancement de l'initiative pour un Centre d'Information Sexuelle et de Consultation (CISC). D'après le règlement municipal, c'est au parlement, et non à la population d'accepter ou de refuser l'initiative — ce qui en soit est déjà un scandale... Les seuls à s'opposer, bec et ongles, à l'initiative sont bien sûr les partis bourgeois. Alors que la coalition PS-Entente, numériquement la plus forte, est favorable au projet et que des membres socialistes se sont vraiment engagés dans le lancement, on pouvait espérer une victoire contre la bêtise et l'hypocrisie bourgeoises. Non, cette même coalition préféra reporter la décision en se ralliant à la proposition d'un conseiller de ville, chaud partisan de la "double stratégie" qui demandait qu'une commission (une de plus !) réétudie une nouvelle fois (une fois de plus !) le projet...

Les élus du PSO n'agiront jamais de cette manière ! Ils s'engageront à avancer et à défendre les propositions qui auront été discutées et décidées démocratiquement, par exemple dans un comité d'initiative, dans un groupe de jeunes du CAJ, dans les syndicats, etc.

Aux tractations et combines de coulisse, qui ne profitent qu'aux intérêts des bourgeois, les élus du PSO répondront par une information complète auprès des salariés, dans leurs organisations syndicales.

Et dans toutes nos actions, que ce soit en faveur du vote des immigrés sur le plan communal, des revendications des employés municipaux ou contre les augmentations des taxes d'électricité si nécessaire aux Forces Motrices Bernoises (FMB) pour construire la centrale de Graben, nos élus chercheront, chaque fois que c'est possible, à développer l'unité politique de gauche la plus large. Car le succès d'une réelle défense des intérêts des travailleurs biennois ne peut être assuré ni par le PS seul, ni par le PSO seul. Ce n'est que l'unité d'action de toutes les organisations politiques et syndicales qui permettra de réaliser, par exemple les 40 heures ou des ateliers publics d'apprentissage.

La création d'ateliers publics d'apprentissage est une des revendications centrales de notre programme. Pour deux raisons : premièrement, ces ateliers permettront d'assurer une bonne formation aux jeunes les plus défavorisés actuellement — garçons mais surtout filles sortant de l'école primaire, jeunes immigrés — et de supprimer cette 10ème année scolaire qui n'est qu'une salle d'attente pour des jeunes, sans aucun débouché; deuxièmement ces ateliers permettront d'organiser le recyclage de travailleurs et surtout de travailleuses durement touchés dans une région marquée par la crise horlogère.

la brèche : Quels sont tes pronostics pour ces élections ?

S. Zulauf : Le jeu des pronostics ne me semble guère intéressant. Il me paraît plus utile d'appeler les travailleuses et travailleurs de Bienne à voter pour le législatif et l'exécutif, la liste 4 LMR/la Brèche.

Le vote LMR / LA BRECHE est un vote utile. Pour une commune au service des travailleurs, VOTEZ LA LISTE 4 !

FETE DE LA BRECHE

samedi 8 novembre, restaurant Saint Gervais (Vieille Ville)

15.00 h. Début de la fête  
 16.00 h. FILM : "Mais qu'est-ce qu'elles veulent ?", film français de Coline Serreau. Des femmes d'âges, de professions et de milieux différents parlent de leur condition d'épouse, de mère et de travailleuse. Des témoignages d'une authenticité remarquable au travers desquels perce une volonté de changement. La projection du film sera suivie d'une discussion.  
 20.15 h. DEBAT : Une jeunesse en révolte dans une société anti-jeunes. Nous aimerions à cette occasion débattre avant tout du problème : "Comment le mouvement ouvrier et, plus particulièrement, les syndicats peuvent-ils devenir un pôle d'attraction pour la jeunesse ?". Avec la participation de : André Gross, secrétaire central à l'Union syndicale suisse, Berne; Fritz Osterwalder, LMR/PSO, Zurich; Renato Maurex, LMR/PSO, employé à mi-temps au CAJ, Bienne. Le débat sera présidé par Sylviane Zulauf, LMR/PSO, Bienne.  
 22.30 h. IRISH MUSIC... Folkmusic irlandaise, danse... L'après-midi : garderie d'enfants. Pendant les pauses : tombola, musique, buffet. En permanence : stand librairie, bouquins, information... Versez vos dons au CCP 25 - 7530 - Bresche/La Brèche - Biel/Bienne. Merci !